

Bpifrance s'est bien installée dans le paysage vaclusien



Instrument public pour le financement, les garanties et l'innovation des entreprises, la Banque publique d'investissement [Bpifrance](#) joue avant tout le rôle d'un partenaire bancaire de proximité pour les porteurs de projets de notre région. Il favorise le développement d'un écosystème économique vaclusien moderne et compétitif.

[La délégation territoriale Vaucluse](#) (8 collaborateurs), dirigée par [Adeline Clément](#) étend sa production autour d'Arles et Salon-de-Provence. On ne connaît pas le nombre de dossiers reçus par la banque publique l'année dernière. Mais celui des soutiens qu'elle a accordés : 157M€ en dispositifs de garanties, financement, innovation et exportation – bénéficiant à un peu plus de 550 entreprises – avec un effet de levier portant à 357 M€, en 2021, le montant des concours bancaires estimés.

« C'est une année dense qui présente un bilan record pour cette délégation », note [Nicolas Magenties](#),



Ecrit par Hervé Tusseau le 15 avril 2022

directeur régional de Bpifrance Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Une grande majorité de TPE

« La porte est grande ouverte chez nous pour des projets de toute taille » et pour servir relance et croissance dans toutes les entreprises : « près de 70 % des entreprises financées sont des TPE (environ 3000 entreprises) dans notre région. Les TPE-PME y bénéficient de plus de 80 % des financements de Bpifrance. Mais nous observons aussi dans le Vaucluse un tissu économique bien plus compact entre les PME et les établissements de taille intermédiaire (ETI) qu'il y a quelques années. L'écosystème des entreprises se développe bien, notamment avec une dizaine de projets de plus par an dans le domaine de l'innovation - non pas de rupture technologique - mais d'amélioration du processus de production ».

Go home, « start-up nation »

Comme la plupart des départements français, le Vaucluse ne fera sans doute pas partie des territoires conquis par la « start-up nation », ni du pari de « l'excellence technologique » voulu par un énième plan - celui-ci baptisé France 2030 - prévoyant plus de 2 milliards au plan national sur cinq ans à venir pour financer des démonstrateurs et usines pilotes.

Le tout sortira de terre, ou d'un chapeau, pour ancrer la « transition énergétique et environnementale » sur laquelle le gouvernement compte sans transiger en matière de normes européennes, ni de surcoûts croissants.

Le pays continuera donc à régresser d'autant. Pour satisfaire à l'écologisme, en se donnant l'illusion d'une relocalisation industrielle qui ne viendra pas, faute de compétitivité. En mars, près de 800 projets « industriels » ont été repérés au plan national. Qui cherche une multinationale ou une usine employant des ouvriers par milliers, n'y trouve que des petites opérations de modernisation d'un outil encore existant ou bien d'un modeste atelier promettant l'embauche de plus de cinq personnes. Le gouvernement espère tout juste que les quinze principales « start-up » industrielles dénichées actuellement soient capables de créer 3 000 emplois à l'horizon 2025.

Ancrage territorial et réactivité face à la demande locale

Heureusement, l'activité de Bpifrance reste fortement attachée à la demande qui s'exprime au plan local. C'est ainsi que près de 600 entreprises ont reçu 230 M€ de financements en Provence-Alpes-Côte d'Azur (+44%) en un an pour développer leurs projets d'innovation consistant à moderniser leur équipement, ou à augmenter leur capacité de production.

Acteur de la mise en œuvre de la relance, la banque publique a décaissé, hors mesure spécifiques à la crise sanitaire, presque autant (229 M€) pour des prêts sans garanties que les autres banques ont du mal à financer. Elle couvre aussi une partie du risque bancaire (40% à 60%) du secteur commercial pour faciliter les créations, transmissions, reprises ou simples projets de développement des entreprises. Soit 245 M€ (+15%), ayant permis de garantir 545 M€ de prêts souscrits par 2800 entreprises en 2021.

Bpifrance a également répondu à une forte reprise de l'activité internationale des entreprises régionales. « C'est la meilleure année, après un très bon 2020, pour les activités d'assurance crédit et de caution avec un volume de projets qui a presque triplé (45 M€) » se réjouit Nicolas Magenties.

Enfin, l'investissement direct en participation minoritaire dans une cinquantaine d'entreprises de croissance (390 M€), ajoutée à la présence au capital de près de 140 entreprises via nos fonds régionaux (88 M€), souligne l'ancrage de la banque au plan territorial.



Ecrit par Hervé Tusseau le 15 avril 2022

Bpifrance et la région en 2022

« Le partenariat avec la région s'est massivement renforcé au service des entreprises, permettant au total à près de 600 entreprises de mobiliser 86 M€, en particulier sur les « Prêts Rebond », destinés à améliorer les bas de bilan qui ont représenté une trentaine de million d'intervention ».

Pour 2022, l'inquiétude pourrait précisément porter sur le besoin en liquidité des entreprises, notamment celles ayant décalé un prêt garanti par l'Etat. Il pourrait en résulter pour certaines une dégradation de la notation bancaire, assortie d'une obligation de payer au comptant. Soit une mort assurée faute de trésorerie. « Il faudra attendre les entrées en amortissement de ces PGE, maintenant très proches, mais les premiers bilans que nous recevons sont très bons. Bien que certains secteurs connaissent d'importantes difficultés, comme la construction ou l'hôtellerie, l'économie reste résiliente ».